

Banque digitale

Paielements instantanés : Coris Bank Togo entre dans une nouvelle ère avec MyCoris et PI-Coris

À l'ère du temps réel, d'un téléphone à un autre, d'une banque à une autre, l'argent circule. C'est dans cette mutation silencieuse mais décisive que Coris Bank International Togo inscrit désormais son action. En intégrant pleinement les usages numériques, avec des solutions qui rapprochent la banque du quotidien des clients ...



PAGE 5

LEADERSHIP FÉMININ



Journée internationale des droits des femmes

À la tête de Santé Intégrée au Togo, une femme médecin togolaise

À l'occasion du 8 mars, l'ONG internationale met en lumière un leadership au féminin, enraciné dans les réalités du terrain. En ce mois consacré aux droits des femmes, l'ONG internationale Santé Intégrée est fière de mettre en avant le visage de son leadership ...

PAGE 9

ÉNERGIE



Raffinerie Dangote

Le Togo parmi les premiers clients africains

Le paysage énergétique ouest-africain amorce une recomposition progressive. Le Togo figure désormais parmi les premiers pays du continent à s'approvisionner en produits pétroliers raffinés auprès de la Dangote Oil Refinery. Cette récente infrastructure majeure du Nigeria accélère son déploiement régional depuis le début de l'année 2026.

PAGE 5



Prévention, résilience, riposte

Les trois axes qui fondent la lutte contre le terrorisme au Togo

Le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Affaires coutumières a tenu, lundi dernier, une importante séance de travail avec une délégation de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (Dect) des Nations unies. Cette délégation a été conduite par Nathalie Gherman, sous-secrétaire ...

PAGES 6&7

DERNIERES HEURES

Essal : 220 candidats admissibles attendus pour les épreuves écrites à Lomé

Le processus de sélection pour l'entrée à l'École des services de santé des armées de Lomé (Essal) amorce une nouvelle étape. En début de semaine, le ministère de la Défense nationale a rendu publique la liste des candidats retenus pour les épreuves écrites du concours.

Au total, 220 postulants ont été déclarés admissibles. Ils sont attendus les mercredi 8 et jeudi 9 avril 2026 au Lycée de Tokoin I, à Lomé, pour composer. Cette phase déterminante permettra d'évaluer les compétences des candidats en vue d'intégrer une formation stratégique pour le dispositif sanitaire militaire.

Lancé en janvier dernier, le concours vise à renforcer les capacités des Forces armées togolaises en personnel de santé qualifié. À l'issue de la sélection, les futurs admis seront formés comme officiers médecins, pharmaciens, vétérinaires ou encore odontostomatologues.

La liste des candidats retenus est consultable en ligne ainsi que dans les colonnes du quotidien national Togo-Presse.

Créée en 1998, l'Essal bénéficie du statut d'École nationale à vocation régionale et joue un rôle clé dans la formation des professionnels de santé militaires en Afrique de l'Ouest.

1er réseau 4G au Togo
et dans l'UEMOA

Yas



SOMMAIRE

La traite des esclaves africains proclamée « plus grave crime commis contre l'humanité » par l'ONU



P 4

Mobile money
L'Afrique confirme son leadership mondial et élargit ses usages



P 5

Diversité bactérienne intestinale
Lorsqu'elle est forte, elle est associée à une plus grande longévité



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Aziambor Suzanne : bâtir l'essentiel pour faire vivre les siens et servir les autres

Perdre presque tout, recommencer avec presque rien, puis reconstruire pas à pas : le parcours d'Aziambor Suzanne est celui d'une femme qui a refusé de plier face aux épreuves. À 53 ans, veuve et mère de quatre enfants, elle tient aujourd'hui une petite boutique de condiments et d'épices dans son quartier. Un commerce modeste en apparence, mais qui raconte une longue lutte, faite de courage, de fatigue et de recommencements. Voici l'histoire d'une femme qui a appris à tenir debout, même lorsque tout semblait s'effondrer.



Aziambor Suzanne

Pendant de nombreuses années, Suzanne menait une activité simple mais stable : la revente de charbon de chauffe. À cette époque, son mari était encore en vie et, ensemble, ils parvenaient à maintenir un équilibre fragile mais réel. Les revenus restaient modestes, mais suffisants pour couvrir les besoins essentiels du foyer. Puis, progressivement, la

maladie s'installe dans leur quotidien. Une maladie longue, exigeante, qui bouleverse tout. Les dépenses médicales deviennent lourdes, répétitives, imprévisibles. Les économies accumulées disparaissent les unes après les autres, et l'activité ne suffit plus à compenser les charges. « La maladie de mon mari a tout emporté. On dépensait beaucoup et je voyais tout partir », confie-t-elle avec une émotion contenue. Lorsque son mari décède, la rupture est totale. Au choc de la perte s'ajoute une réalité brutale :

reconstruire, non seulement pour elle-même, mais surtout pour ses enfants. « Je ne pouvais pas rester sans rien faire. Mes enfants comptaient sur moi. Il fallait que je trouve une solution », explique-t-elle avec détermination. Elle décide alors de se réorienter vers une activité plus accessible : la vente de condiments. Au départ, il ne s'agit pas d'une boutique, mais d'un commerce ambulancier. Elle transporte ses produits sur la tête, parcourt les rues de son quartier, s'arrête, propose, insiste parfois. Le travail est

opportunité inattendue. Une amie, qui souhaite libérer une petite boutique construite en conteneur dans le quartier, lui propose de la récupérer. Pour Suzanne, c'est bien plus qu'un simple local : c'est une chance de se stabiliser, de s'ancrer, de construire quelque chose de durable. « Quand elle m'a parlé de la boutique, j'ai senti que c'était une opportunité que je ne devais pas laisser passer », confie-t-elle. Elle accepte, s'installe, organise progressivement son espace. Ce nouveau cadre transforme son activité. Elle peut désormais exposer ses produits, fidéliser une clientèle régulière et travailler dans des conditions plus dignes. Dans la foulée, cette même amie l'oriente vers le Fonds National de la Finance Inclusive. Suzanne se renseigne, hésite un moment, puis décide de franchir le pas. Elle obtient le produit APSEF, Accès des Pauvres aux Services Financiers, et s'engage avec sérieux dans les différents cycles de financement.

Progressivement, grâce à ces appuis et à sa discipline, son activité se consolide. Elle parvient à élargir son stock, à diversifier ses produits et à répondre de manière plus régulière aux besoins de sa clientèle. Les étagères de sa petite boutique se remplissent peu à peu. Les clientes reviennent, la confiance s'installe, et le commerce prend forme. « Les crédits m'ont aidée

à avancer étape par étape. J'ai pu acheter plus, organiser ma boutique et travailler plus sereinement », explique-t-elle. Aujourd'hui, même si son espace reste modeste, il ne manque pratiquement de rien. Chaque produit posé témoigne d'un effort, d'un sacrifice, d'une volonté de ne pas abandonner. Suzanne ne parle pas de richesse. Elle parle de stabilité, de dignité retrouvée, et surtout de la capacité à subvenir aux besoins de ses enfants.

Avec le recul, elle mesure le chemin parcouru. Ce qu'elle a construit ne repose pas sur des moyens importants, mais sur une détermination constante et une capacité à saisir les opportunités au bon moment. Elle en est profondément fière. « Ce que j'ai aujourd'hui, je l'ai construit petit à petit. Ce n'est pas grand, mais c'est à moi et ça me permet d'avancer », affirme-t-elle. À la jeune génération, elle adresse un message simple, mais chargé de sens : « Il ne faut jamais s'avouer vaincu. Même quand tout devient difficile, il faut continuer à se battre. » Son histoire ne cherche pas à impressionner. Elle touche parce qu'elle est vraie. Elle rappelle que derrière chaque petit commerce de quartier se cache souvent une lutte silencieuse, et que dans cette persévérance quotidienne se trouvent des formes de réussite que l'on ne mesure pas toujours à leur juste valeur.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Edy Alley
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Caleb Akponou
Affo-Djèlè Alarba
Responsable administrative, financière
et commerciale:
Amah Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Togo-Sénégal

La volonté commune de hisser la coopération à un niveau stratégique

Le président de l'Assemblée nationale, le professeur Komi Selom Klassou, a reçu en audience le mercredi 25 mars 2026, Mamadou Moustapha Loum, ambassadeur de la République du Sénégal près le Togo, au palais de la représentation nationale.

Au cours des échanges, l'ambassadeur du Sénégal a indiqué que sa démarche s'inscrivait dans une volonté de raffermir les liens de coopération et de convivialité institutionnelle, à travers une visite de courtoisie auprès du président de l'Assemblée nationale. Il a, à cet effet, exprimé toute l'amitié et la fraternité du peuple sénégalais à l'endroit du peuple togolais. « L'occasion a été saisie pour discuter de la coopération parlementaire, de la coopération bilatérale entre le Sénégal et le Togo,

qui est une coopération très ancienne. Le Sénégal et le Togo, depuis les indépendances, ont toujours entretenu d'excellentes relations au plan bilatéral mais aussi



Le professeur Komi Selom Klassou (Crédit photo : Assemblée nationale)

au niveau des instances internationales », a souligné le diplomate sénégalais. L'ambassadeur Mamadou Moustapha Loum a également déclaré que

les deux pays partagent une vision commune sur des enjeux majeurs tels que l'intégration africaine, le règlement des conflits ainsi que la promotion de la paix et de la sécurité sur le

continent, domaines dans lesquels ils jouent un rôle pionnier. Il a par ailleurs indiqué être venu échanger sur ces questions et recueillir des conseils. Le

diplomate n'a pas manqué de saluer la qualité des échanges, empreints de cordialité. Pour information, les relations entre le Togo et le Sénégal s'inscrivent dans une tradition ancienne de coopération, fondée sur des accords conclus dès 1964 dans les domaines juridique, diplomatique, commercial et culturel. Au fil des décennies, ce partenariat n'a cessé de se consolider, notamment à travers des consultations diplomatiques de haut niveau, témoignant de la solidité des liens d'amitié et de la qualité de la coopération entre les deux pays. Pour rappel, l'ambassadeur Mamadou Moustapha Loum est un juriste et administrateur civil de formation. Il a cumulé près de trois décennies

d'expérience au sein de la diplomatie sénégalaise. Avant sa nomination au Togo, il a exercé les fonctions de consul général à Madrid, en Espagne. Son parcours l'a également conduit à occuper les postes de Chargé d'affaires par intérim au consulat général du Sénégal à New York, de premier secrétaire à l'ambassade du Sénégal à Kingston, en Jamaïque, ainsi que de deuxième conseiller à l'ambassade du Sénégal à Washington D.C.

Cette audience illustre la volonté commune du Togo et du Sénégal de hisser davantage leur coopération à un niveau stratégique, notamment sur le plan parlementaire, au service de la paix, de la stabilité et de l'intégration africaine.

Edem Dadzie

Prévention, résilience, riposte

Les trois axes qui fondent la lutte contre le terrorisme au Togo

Le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Affaires coutumières a tenu, lundi dernier, une importante séance de travail avec une délégation de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (Dect) des Nations unies. Cette délégation a été conduite par Nathalie Gherman, sous-secrétaire générale de l'Organisation des Nations unies (Onu) et directrice exécutive de la Dect.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mission stratégique qu'effectue la Dect au Togo du 23 au 31 mars 2026, à la suite de l'invitation du gouvernement togolais. Elle constitue une visite de suivi de l'évaluation conduite en 2019, visant à mesurer les progrès réalisés par le pays en matière de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent, tout en identifiant les axes de renforcement de la coopération avec le système des Nations unies. Présidée par le ministre, le colonel Hodabalo Awaté, la séance de travail s'est tenue en présence du secrétaire général du ministère, Esso Koudjoou, du directeur des cultes, le colonel Béléï Bédiani, et du directeur de la chefferie traditionnelle, le commissaire Vondoly Kodjo. Les échanges ont porté sur les efforts

déployés par les autorités togolaises pour répondre aux vulnérabilités identifiées lors de la précédente mission, ainsi que sur les retombées concrètes de ces actions sur le terrain.

Au cours des discussions, la cheffe de délégation onusienne a salué les avancées significatives enregistrées par le Togo, notamment dans les domaines de la prévention et de la résilience face aux menaces sécuritaires. Elle a également mis en avant l'approche inclusive adoptée par les autorités togolaises, impliquant l'ensemble des composantes de la société. « La visite de travail a pour objectif d'enregistrer les progrès réalisés par le Togo dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent, mais aussi d'identifier les domaines dans lesquels les Nations unies et leurs agences partenaires peuvent apporter un appui supplémentaire », a-t-elle indiqué.

Elle a, par ailleurs, souligné le rôle déterminant du ministère en charge de l'Administration territoriale dans la mise en œuvre d'une approche globale, impliquant notamment les

autorités locales, les chefs traditionnels, les leaders religieux, ainsi que les jeunes et les femmes, en vue de renforcer la cohésion sociale et la résilience des communautés.

La délégation a également relevé l'importance des



Le colonel Hodabalo Awaté (au milieu) et une délégation de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (Dect) des Nations unies

efforts du Togo en matière de coopération sous régionale, saluant le rôle du pays dans la stabilité et la sécurité de la région ouest-africaine. De son côté, le ministre de l'Administration territoriale a présenté la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, articulée autour de trois axes majeurs.

« Le Togo a opté pour une lutte contre le terrorisme fondée sur trois axes : la prévention, la résilience et la riposte. La prévention

se traduit notamment par l'anticipation, avec la mise en place de l'opération Koundjouraré dès 2018, bien avant les premières attaques. Le deuxième axe concerne la résilience, à travers le renforcement de la solidarité nationale et le

préfets, maires ainsi que les chefs traditionnels et les leaders religieux, pour assurer la sensibilisation, la cohésion sociale et la collaboration avec les forces de défense et de sécurité », a-t-il indiqué.

Le ministre a également insisté sur l'importance du maillage territorial et de l'implication des autorités traditionnelles et religieuses, véritables relais entre l'administration et les populations, dans la réussite des actions de prévention et de sensibilisation. Ces efforts soutenus s'inscrivent dans la vision stratégique impulsée par le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, pour qui la protection des citoyens et la sécurité nationale demeurent une priorité absolue.

Cette séance de travail marque ainsi une étape importante dans le renforcement du partenariat entre le Togo et les Nations unies dans la lutte contre le terrorisme, avec pour ambition commune de consolider les acquis et de poursuivre les efforts en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la sous-région.

TM

Sommet du G7 en France

Emmanuel Macron a annulé l’invitation de Cyril Ramaphosa, affirme l’Afrique du Sud

La présidence sud-africaine a annoncé jeudi 26 mars à l’AFP que le président Cyril Ramaphosa n’était plus invité par la France à participer au sommet du G7 qui doit se tenir en juin à Évian, en raison de pressions américaines.

L’Afrique du Sud est prise pour cible par le président américain depuis son retour à la Maison-Blanche, qui accuse Pretoria d’une prétendue persécution des fermiers blancs et lui reproche sa plainte pour des actes de génocide visant Israël dans sa guerre à Gaza, déposée devant la Cour

internationale de justice.

« Nous avons appris qu’en raison de pressions continues, la France a dû retirer son invitation à l’Afrique du Sud pour sa participation au G7 », a déclaré le porte-parole de la présidence sud-africaine Vincent Magwenya. « On nous dit que les Américains ont menacé de boycotter le sommet du G7 si l’Afrique du Sud était invitée », a-t-il ajouté.

« Pas d’impact sur la relation bilatérale avec la

France »

Donald Trump avait boycotté le sommet du G20 organisé à Johannesburg en novembre et a depuis exclu l’Afrique du Sud des travaux du groupe dont les États-Unis assurent cette année la présidence tournante. C’est le président Emmanuel Macron, qui, lors du sommet du G20 en Afrique du Sud, avait personnellement invité Cyril Ramaphosa à participer au G7, rappelle Pretoria.

Le G7 regroupe sept pays parmi les plus industrialisés de la planète. Les travaux du

groupe sont régulièrement élargis à des pays invités, à l’instar cette année du Brésil, de l’Inde ou de la Corée du Sud. La décision de ne plus inviter le chef de l’État sud-africain « n’aura pas d’impact sur la solidité et le caractère étroit de notre relation bilatérale avec la France », a précisé le porte-parole.

« Indépendamment de tous ces développements, l’Afrique du Sud reste résolue à entretenir un dialogue constructif avec les États-Unis. La relation

diplomatique entre les États-Unis et l’Afrique du Sud existait avant l’administration Trump et survivra au mandat actuel de la Maison-Blanche », a ajouté Vincent Magwenya.

Jeuneafrique (Avec AFP)

Le président français, Emmanuel Macron (à g.), et le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, lors de leur rencontre bilatérale à Sandton, le 21 novembre 2025, en amont du sommet des dirigeants du G20. © LUDOVIC MARIN / POOL / AFP

La traite des esclaves africains proclamée « plus grave crime commis contre l’humanité » par l’ONU

La résolution, présentée par le Ghana, a été adoptée par l’Assemblée générale des Nations unies à une écrasante majorité. Les États-Unis ont voté contre, le Royaume-Uni et les pays membres de l’Union européenne se sont abstenus.

Malgré les réticences des États-Unis et des Européens, l’Assemblée générale de l’ONU a proclamé, le 25 mars 2026,

proclamer la vérité et poursuivre le chemin vers la guérison et la justice réparatrice », a-t-il déclaré en ce jour de commémoration des victimes d’un calvaire qui a duré des siècles.

Hors-sujet dans les écoles américaines

« L’adoption de cette résolution sert également

« la traite des Africains réduits en esclavage et l’esclavage racialisé des Africains » comme « les plus graves crimes commis contre l’humanité », et condamne cette « injustice la plus inhumaine et la plus persistante commise contre l’humanité ».

Une conclusion qui met en avant l’ampleur du phénomène, sa durée, sa

causées par cet « ordre mondial pervers » sont encore « profondes », a-t-il ajouté, concluant qu’il fallait « dénoncer le mensonge de la suprématie blanche », et « travailler en faveur de la vérité, de la justice et de la réparation ».

Les excuses « molles » des Occidentaux

La résolution appelle les États à s’engager dans un processus de justice pour réparer les torts du passé, en présentant des excuses formelles, en versant des compensations aux descendants des victimes, en mettant en œuvre des politiques de lutte contre le racisme et en restituant des biens culturels et spirituels qui avaient été pillés.

« Les responsables de la traite transatlantique sont connus : les Européens, les États-Unis. Nous attendons qu’ils présentent des excuses formelles à l’Afrique », et pas des « excuses molles, comme certains l’ont fait dans le passé », a déclaré, le 24 mars, Samuel Okudzeto Ablakwa, le ministre ghanéen des Affaires étrangères, qui a accusé certains de ces responsables de « refuser de reconnaître leurs crimes ».

« Cette décision historique marque une étape importante vers la vérité, la justice et la guérison, et renforce la nécessité urgente de s’attaquer à l’héritage durable de l’esclavage », a affirmé Mahamoud Ali Youssouf, président de la Commission de l’UA, dans un communiqué publié sur X.

L’organisation continentale « reste déterminée » à « veiller à ce que de tels crimes ne soient ni oubliés ni répétés », a-t-il précisé. Pour justifier leur vote contre le texte, les États-Unis l’ont qualifié de « hautement problématique ». « Les États-Unis ne reconnaissent pas le droit légal à des réparations pour des torts historiques qui n’étaient pas illégaux en vertu du droit international à l’époque où ils ont eu lieu », a expliqué leur représentant, Dan Negrea, qui a, en outre, reproché à ce texte de mettre des crimes « en compétition ». Mêmes arguments de la part des pays de l’UE et du Royaume-Uni, qui tout en soulignant la monstruosité de l’esclavage, se sont, eux, abstenus. Cela « risque de mettre en concurrence des tragédies historiques qu’il n’y a pas lieu de comparer, sauf à le faire au détriment de la mémoire des victimes », a expliqué le représentant français, Sylvain Fournel, qui dit toutefois refuser « l’oubli et l’effacement ».

Une critique de hiérarchisation balayée par le chef de la diplomatie ghanéenne. « Quand vous examinez toutes les atrocités qui ont jalonné l’histoire de l’humanité, aucune autre n’a été aussi systémique, aussi longue – plus de trois cents ans –, avec des conséquences persistantes. » « Nous ne classons pas la douleur. Nous ne disons pas que notre souffrance a plus de valeur que la vôtre », a-t-il assuré.

Jeuneafrique



que la traite des esclaves africains constituait le crime le plus grave contre l’humanité, un combat porté par le Ghana, qui espère des excuses.

Tête de file de l’Union africaine (UA) sur la question des réparations liées à la traite transatlantique, John Dramani Mahama, le président ghanéen, a fait le déplacement à New York pour promouvoir ce texte non contraignant, mais qu’il juge « historique ».

« Aujourd’hui, nous sommes rassemblés solennellement et solidairement pour

de garde-fou contre l’oubli », a ajouté le chef de l’État, qui, le 24 mars, s’en était pris aux politiques d’aujourd’hui qui « normalisent tout doucement l’effacement [des mémoires de ces événements] », en particulier aux États-Unis, où « des livres sur le sujet sont bannis des écoles et des bibliothèques publiques ».

La résolution, adoptée par 123 voix, contre 3 (États-Unis, Israël, Argentine) et 52 abstentions (dont le Royaume-Uni et les États membres de l’Union européenne), déclare

brutalité, son caractère systémique et ses conséquences encore visibles aujourd’hui, dans un monde où les Africains et les personnes d’ascendance africaine subissent « discrimination raciale et néocolonialisme ».

« Pour justifier l’injustifiable, les partisans et les bénéficiaires de l’esclavage ont construit une idéologie raciste, transformant des préjugés en pseudo-science », a insisté António Guterres, le secrétaire général de l’ONU. Les « blessures »

Énergie

Le Togo parmi les premiers clients africains de la raffinerie Dangote

Le paysage énergétique ouest-africain amorce une recomposition progressive. Le Togo figure désormais parmi les premiers pays du continent à s'approvisionner en produits pétroliers raffinés auprès de la Dangote Oil Refinery. Cette récente infrastructure majeure du Nigeria accélère son déploiement régional depuis le début de l'année 2026.

Selon des données relayées par plusieurs sources concordantes, la raffinerie a déjà exporté 12 cargaisons, soit environ 456 000 tonnes de produits raffinés, vers 5 pays africains, dont le Togo. Ces livraisons interviennent dans le sillage de la montée en puissance du site, qui a atteint en février une capacité de production estimée à 650 000 barils par

jour. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte international tendu, marqué par des perturbations des chaînes d'approvisionnement et une volatilité accrue des prix,



notamment en lien avec les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Dans ce climat

incertain, de nombreux pays africains, fortement dépendants des importations de carburants raffinés, cherchent à sécuriser leurs approvisionnements. Jusqu'ici, l'essentiel des produits pétroliers

consommés en Afrique de l'Ouest provenait d'Europe, en particulier de la zone

Amsterdam-Rotterdam-Anvers, ainsi que d'Asie. Cette dépendance persistante s'explique par la faiblesse des capacités locales de raffinage, malgré l'abondance des ressources en pétrole brut sur le continent. Dans ce contexte, l'entrée en scène de la raffinerie Dangote, dont les produits respectent les normes Euro 5, pourrait redessiner les circuits d'approvisionnement. Sa proximité géographique avec le Togo offre un avantage logistique non négligeable, permettant de réduire les délais de livraison et les coûts de transport. Du côté des autorités togolaises, peu d'éléments ont filtré sur les modalités précises de ces premières

acquisitions. Toutefois, cette orientation s'inscrit clairement dans une stratégie de diversification des sources d'importation et de renforcement de la sécurité énergétique. Au-delà de la consommation intérieure, le positionnement du port de Lomé constitue un atout supplémentaire. En tant que hub logistique du Golfe de Guinée, il pourrait jouer un rôle croissant dans la redistribution régionale des produits pétroliers. À terme, l'essor de cette nouvelle offre africaine pourrait contribuer à rééquilibrer les flux énergétiques du continent, en réduisant sa dépendance historique vis-à-vis des marchés extérieurs.

E. A

Mobile money

L'Afrique confirme son leadership mondial et élargit ses usages

En Afrique, le mobile money s'impose désormais comme un pilier central de l'inclusion financière. Longtemps cantonné aux transferts d'argent, ce service s'étend aujourd'hui à l'épargne, au crédit et à l'assurance, redéfinissant en profondeur l'accès aux services financiers dans des économies encore faiblement bancarisées.

Selon le rapport « The State of the Industry Report on Mobile Money 2026 » publié le 24 mars par la GSMA, le continent a enregistré en 2025 un volume de transactions estimé à 1432 milliards de dollars, en progression de 27 % sur un an. Cette performance confirme la place dominante de l'Afrique, qui concentre à elle seule 66 % de la valeur mondiale des transactions, évaluées à 2091 milliards de dollars.

La dynamique est tout aussi marquée en termes de volume. En 2025, environ 92 milliards de transactions ont été réalisées en Afrique, soit 74 % du total mondial. Le continent abrite également plus de la moitié des comptes de mobile money recensés dans le monde, avec près de 1,2 milliard d'utilisateurs, en hausse de 18 % par rapport à 2024.

Derrière ces chiffres, des disparités régionales persistent. L'Afrique de l'Est conserve son rôle moteur avec 537 millions de comptes et 806 milliards de dollars de transactions. L'Afrique de l'Ouest suit de près, totalisant 517 millions de comptes pour une valeur de 498 milliards de dollars. À l'inverse, l'Afrique du Nord et l'Afrique australe affichent des niveaux d'adoption plus modestes, en raison notamment d'une bancarisation plus avancée.

Au-delà de la croissance, le rapport met en lumière une évolution des usages. Les comptes sont davantage actifs, avec 347 millions d'utilisateurs mensuels en 2025, soit près de 28 % de l'ensemble des comptes. Cette montée en intensité traduit une intégration progressive du mobile money dans la vie quotidienne.

Les services proposés se diversifient également. Les paiements marchands ont atteint 155 milliards de dollars, tandis que le règlement des factures s'élève à 99 milliards. Les transferts transfrontaliers, estimés à 45 milliards de dollars, et les décaissements de masse, notamment pour les salaires et aides sociales, confirment l'extension du champ d'utilisation. Parallèlement, les opérateurs développent des offres d'épargne, de crédit et d'assurance, particulièrement en Afrique subsaharienne. Cette évolution transforme le mobile money en véritable écosystème financier.

À terme, cette progression pourrait accélérer la formalisation des économies africaines et renforcer l'inclusion financière, en rapprochant durablement les populations des services essentiels.

E. A

Banque digitale

Paielements instantanés : Coris Bank Togo entre dans une nouvelle ère avec MyCoris et PI-Coris

À l'ère du temps réel, d'un téléphone à un autre, d'une banque à une autre, l'argent circule. C'est dans cette mutation silencieuse mais décisive que Coris Bank International Togo inscrit désormais son action. En intégrant pleinement les usages numériques, avec des solutions qui rapprochent la banque du quotidien des clients, l'établissement a officiellement lancé, ce 25 mars, deux solutions complémentaires : MyCoris et PI-Coris.



Cette double innovation marque une nouvelle étape dans sa transformation digitale, au moment où les usages bancaires évoluent rapidement vers plus de mobilité, d'instantanéité et d'autonomie.

Ce virage s'inscrit dans une dynamique régionale portée par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, avec la mise en service en 2025 de la Plateforme interopérable du système de paiement instantané. Cette infrastructure permet aujourd'hui d'effectuer des transactions sécurisées et en temps réel entre différents établissements financiers.

Dans ce nouvel écosystème, MyCoris apparaît comme la porte d'entrée digitale de la banque. Accessible sur mobile et sur le web, la plateforme offre aux clients un accès continu à leurs comptes, ainsi que la possibilité d'effectuer des virements, de régler des factures et de gérer leurs opérations quotidiennes à distance. Elle répond à une attente croissante : disposer de sa banque à portée de main, sans contrainte de lieu

ni d'horaire. En parallèle, PI-Coris incarne la dimension transactionnelle de cette transformation. En intégrant le système régional, la solution permet

traitement. Les flux financiers gagnent ainsi en fluidité, en rapidité et en fiabilité. Pour les responsables de la banque, ces deux outils ont été pensés comme les deux faces d'une même ambition. MyCoris facilite l'accès aux services, tandis que PI-Coris accélère la circulation des fonds. Ensemble, ils traduisent la volonté d'offrir une expérience bancaire plus simple, plus rapide et mieux adaptée aux usages contemporains. Au-delà de l'innovation technologique, cette évolution participe à la modernisation du système financier régional. En s'inscrivant dans l'interopérabilité, Coris Bank Togo contribue à renforcer l'inclusion financière et à soutenir l'intégration économique en Afrique de l'Ouest.

À l'heure où la vitesse des transactions devient un facteur de compétitivité, la banque entend ainsi se positionner comme un acteur



des transferts interbancaires instantanés, réduisant drastiquement les délais de

résolument tourné vers l'avenir.

E. A

Appui à l'entrepreneuriat

La dynamique novatrice du gouvernement

L'entrepreneuriat soutient la croissance et le développement économique. Au Togo, il contribue également à créer de l'emploi pour la population, surtout jeune. Conscient de cette réalité, le gouvernement ouvre une nouvelle étape d'accompagnement à travers l'Agence de développement des Très petites et moyennes entreprises (ADTPME). Ce dispositif novateur qui vise à amplifier et consolider les efforts de soutien à l'écosystème entrepreneurial national, vient renforcer les nombreuses initiatives engagées par le pays.

Renforcer l'écosystème entrepreneurial revient à faire preuve de l'innovation pour réduire l'isolement des entrepreneurs, favoriser leur accès aux réseaux de professionnels et au financement. Pendant plus d'une décennie, le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej) a constitué l'un des instruments majeurs de promotion de l'entrepreneuriat. Conçu pour soutenir les jeunes porteurs d'idées et faciliter leur insertion dans la vie économique, le dispositif a accompagné des milliers de bénéficiaires à travers le pays. Aujourd'hui, une nouvelle page s'ouvre : le Faiej cède la place à l'Agence

La transition ne marque pas une rupture, mais plutôt une évolution stratégique. Elle s'inscrit dans la volonté des autorités de consolider les acquis tout en adaptant les mécanismes d'accompagnement aux exigences d'une économie en mutation.

Un levier déterminant pour l'entrepreneuriat des jeunes

Depuis sa création, le Faiej a joué un rôle déterminant dans l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs. Grâce à des dispositifs de formation, d'accompagnement technique et d'appui financier, de nombreux jeunes ont pu transformer leurs projets en activités économiques viables. Dans plusieurs secteurs, notamment l'agriculture, l'artisanat, les services ou encore les technologies, les bénéficiaires du Fonds ont développé des initiatives génératrices de revenus et contribué à dynamiser l'économie locale. 12 ans après sa mise en œuvre, le bilan du Faiej fait état d'un financement de 3,57 milliards de francs accordé au profit de 5 370 jeunes, avec un taux de remboursement de 61,30 %. Au-delà du financement, l'Agence a proposé de renforcer

de jeunes bénéficiaires du mécanisme, le Faiej a représenté une opportunité concrète de sortir du chômage et de devenir des acteurs de leur propre développement.

renforcement des capacités, l'accès au financement, l'amélioration de la compétitivité des entreprises et la facilitation de leur formalisation. Elle vient centraliser,

aux groupes vulnérables, l'entrepreneuriat agit positivement sur le développement économique et social du pays. Conscientes de la contribution



Unité industrielle de production de tuyaux

Une nouvelle dynamique avec l'ADTPME

L'introduction de l'ADTPME répond au besoin ressenti par l'État d'obtenir davantage de résultats et d'impacts dans sa stratégie d'accompagnement des jeunes. La réforme est donc axée sur la centralisation des mécanismes d'appui dans un guichet unique, assuré par l'Agence. L'arrivée de l'Agence de développement des Très petites, petites et moyennes entreprises marque une nouvelle

structurer et dynamiser l'accompagnement des Très petites et moyennes entreprises, qui représente plus de 80% du tissu économique. Au-delà, combler le manque de coordination des aides, faciliter le financement et formaliser le secteur de l'entrepreneuriat pour stimuler la croissance. In fine, elle devrait offrir un encadrement plus intégré et plus durable aux entrepreneurs, afin de consolider le tissu économique national et de stimuler la création d'emplois.

entrepreneuriale, les autorités togolaises se sont engagées depuis quelques années à promouvoir des réformes visant l'amélioration du climat des affaires. Fort de ces initiatives, le rythme de création d'entreprises n'a cessé d'augmenter. En témoignent les récentes données du Centre de formalités des entreprises (CFE), qui recense 14 202 entreprises créées en 2025.

Vague de réformes

Le Togo s'illustre par un effort constant d'amélioration du climat des affaires, reconnu à l'échelle régionale et internationale. La simplification des procédures au CFE, la digitalisation des démarches et la réduction des coûts de création d'entreprise ont contribué à rendre le parcours entrepreneurial plus fluide et plus inclusif. À travers le Comité de concertation entre l'État et le secteur privé (CCESP), le gouvernement maintient un dialogue permanent avec les opérateurs économiques afin d'adapter les réformes aux réalités du terrain. Cette approche collaborative renforce la confiance et favorise la durabilité des initiatives. Pour donner davantage de souffle aux porteurs de projets, l'Agence nationale de promotion et de garantie



Le président du Conseil à la rencontre des entrepreneurs

de développement des Très petites, petites et moyennes entreprises (ADTPME), appelée à élargir et à renforcer les actions d'appui au tissu entrepreneurial national.

les compétences entrepreneuriales, à structurer les projets et à améliorer les chances de pérennité des entreprises naissantes. Au fil des années, pour beaucoup

étape dans la politique d'appui à l'entrepreneuriat. Cette structure élargit le champ d'action en intégrant la structuration de l'accompagnement entrepreneurial, le

de financement des PME/PMI (ANPGF) joue un rôle central. À fin 2024, elle avait mobilisé 17,5 milliards de francs en faveur de plus de 1 400 PME, tout en accompagnant chaque année plus de 3 000 entrepreneurs à travers des formations ciblées. Cet appui se traduit par une meilleure structuration des jeunes entreprises, une amélioration de leur accès au crédit et un renforcement de leurs capacités de gestion. L'objectif est clair : transformer la création d'entreprise en création de valeur et d'emplois durables.

L'initiative made in Togo pour soutenir l'entrepreneuriat

Concept désignant les produits, services et innovations d'origine togolaise, le Made in Togo a pour objectif de promouvoir et valoriser le savoir-faire local, de stimuler l'entrepreneuriat togolais et de favoriser le développement économique et durable du pays. Fédérant institutions publiques, entrepreneurs et consommateurs autour d'un idéal commun qui est de promouvoir le savoir-faire local, le Made in Togo se présente, depuis quelques années, comme un moteur indispensable de promotion des initiatives entrepreneuriales togolaises en leur donnant une plus grande visibilité. Désormais, les jeunes galvanisés par cet accompagnement qui offre à leurs initiatives une plus grande visibilité au niveau national, régional, continental et international, ne cessent d'innover et de multiplier des initiatives. Dans le même élan, d'autres initiatives comme la foire Made in Togo ont vu le jour en 2019, suivies de bien d'autres. À travers cette initiative, le Made in Togo englobe dorénavant un ensemble de dispositifs : label, portail web, magazine, application mobile, foire et plateforme e-commerce, pour promouvoir l'entrepreneuriat local.

Dans la foulée, un accent est également mis sur l'entrepreneuriat féminin, pour accroître davantage la contribution des femmes au développement. Dans la perspective de renforcer les acquis des

réformes entrepreneuriales au Togo, le gouvernement pense à une Stratégie nationale de la promotion de l'entrepreneuriat féminin (SNEF) pour favoriser l'environnement entrepreneurial féminin et le rendre plus inclusif et équitable.

Cela étant, une plateforme numérique baptisée Nana Tech a été lancée en juin 2024, avec pour ambition de faciliter l'accès des femmes aux technologies numériques et de promouvoir l'innovation technologique au sein des entreprises dirigées par des femmes.

Des partenariats avec Affirmative Finance Action for Women in Africa (Afawa) soutenu par la BAD participent à améliorer l'accès au financement, à la formation et au mentorat des femmes entrepreneures. En outre, des programmes spécifiques, des incubateurs dédiés tels que Innov'Up, premier incubateur du Togo, et des événements comme le Salon international de l'entrepreneuriat féminin (Sief) contribuent également à renforcer l'écosystème entrepreneurial féminin du Togo.

Dans la même logique, celle de promouvoir l'entrepreneuriat en général, et féminin en particulier, des crédits bancaires spécifiques à l'instar de l'initiative « Ellever » permettent aux banques comme Ecobank d'offrir des lignes de crédit plus accessibles aux femmes, y compris des prêts sans garantie.

Des programmes de renforcement des capacités des partenaires comme la GIZ offrent des formations sur des compétences entrepreneuriales, la gestion et la sensibilisation aux stéréotypes de genre pour booster les initiatives féminines.

Pour favoriser l'interconnexion entre les entrepreneures femmes, des réseaux comme Fefa-Togo et des initiatives de mentorat permettent aux femmes de se connecter, de partager leurs expériences et d'être guidées.

Continuer à relever les défis

Nonobstant la forte création d'entreprises au Togo

engendrée par la multiplicité des réformes, le secteur de l'entrepreneuriat reste tout de même confronté à des difficultés. Ces dernières sont relatives à la durabilité de ces entreprises dans le temps. Elles sont

de l'accès à l'électricité, plusieurs projets sont en cours. L'on citera entre autres la construction des centrales photovoltaïques pour réduire la dépense énergétique du pays et améliorer l'accès de la

question d'améliorer le climat des affaires grâce à des politiques publiques favorables et des financements accessibles. Un accent sera mis sur des initiatives comme la Stratégie



Une unité de production locale



nombreuses à être créées, mais peu arrivent à tenir dans le temps en l'absence d'un réel financement, de contraintes fiscales et des défis liés aux infrastructures, notamment énergétiques et d'accès à la terre. D'autres obstacles socioculturels, notamment les difficultés d'accès des femmes à la terre, le manque de formation adaptée et les défis de gestion d'entreprises, plombent également l'entrepreneuriat togolais.

Rectifier le tir

Pour relever le défi, le gouvernement s'emploie à réformer nombre de secteurs en lien avec l'amélioration du climat des affaires. C'est le cas du foncier avec l'adoption d'un nouveau code foncier et domanial qui favorisent l'accès des femmes à la terre.

Au niveau de l'amélioration

population à une énergie de qualité et à moindre coût. Plusieurs projets mis en place par le gouvernement permettent également de renforcer les compétences des entrepreneurs et de les rendre plus compétitifs sur le marché national et international.

La mise en place depuis 2022 de l'ADTPME et le transfert des actifs de Faiej à la dite agence, s'inscrivent également en droite ligne des initiatives du Togo, de renforcer son appui à l'entrepreneuriat.

Des perspectives

Pour maintenir le dynamisme entrepreneurial, le gouvernement entend poursuivre les initiatives liées à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes et développer des secteurs porteurs comme l'agriculture, le numérique et l'artisanat.

Il sera également

nationale de promotion de l'entrepreneuriat féminin (SNEF) et des programmes de soutien à l'innovation au sein des universités.

Le développement d'un écosystème plus cohérent et inclusif, le crédit d'accès facile aux financements pour les entreprises et la facilitation de l'accès des étudiants aux entreprises par le renforcement des liens entre le monde académique et économique seront aussi renforcés. Des initiatives de formation professionnelle duale coopérative et de courtes durées, conçues pour répondre aux besoins locaux, seront également accentuées pour accompagner les entrepreneurs togolais. Et pour y parvenir, le gouvernement entend également prendre appui sur l'ADTPME pour relever les défis qui s'imposent.

Caleb Akponou

Promotion de la femme et de la cohésion sociale

Le Festival International Chant des Linguère prend place à Lomé

Lomé abrite du 26 au 28 mars 2026, le Festival International le Chant Linguère. Jeudi 26 mars 2026, une conférence de presse animée par la promotrice Coumba Gawlo en présence de Isaac Tchiakpé, ministre en charge du tourisme, a officiellement donné le coup d'envoi de cet événement qui vise à promouvoir la paix, la sécurité et la cohésion sociale en Afrique.

Initié depuis 2018 par Coumba Gawlo, Ambassadrice de bonne volonté des institutions et ONG comme le Pnud, l'Onudc, World Vision et Championne de l'Unfpa, le Festival International le Chant Linguère, se déroule dans plusieurs pays en Afrique.

Dans l'ensemble, il se donne pour objectif de renforcer la conscience des gouvernants, de la société civile, des membres des institutions internationales, des ONG, du corps diplomatique, des acteurs culturels et des

populations en général sur la nécessité de préserver et de promouvoir la paix, la sécurité et la cohésion sociale.

Quid des activités au programme ?

Au Togo, l'événement sera meublé de plusieurs activités. Outre la conférence de presse, il est prévu vendredi 27 mars 2026, un forum à l'Université de Lomé. Suivra dans la soirée, un concert populaire au marché de Cacaveli.

Une soirée de dîner gala mettra fin à ce grand festival international samedi 28 mars 2026 avec à la clé des distinctions pour des femmes leaders.

" Le but du Festival International Chant des Linguère est de passer par les femmes pour ramener les femmes à faire changer leur situation, à faire changer leur comportement et à améliorer les

conditions de vie... Ce festival est un programme initié en 2018 avec objectif de passer par les voix des femmes pour véhiculer

ministre du Tourisme, de la Culture des Arts, ce festival s'inscrit en droite ligne de la vision du gouvernement. " Nos sociétés africaines,

centre des initiatives de développement ", s'est-il félicité.

Notons que la conférence



Le présidium

les messages forts sur le respect scrupuleux des droits humains notamment les droits des femmes", a mentionné Coumba Gawlo, promotrice du Festival International Chant des Linguère. Pour Isaak Tchiakpe,

si elles fonctionnent bien, c'est à cause de nos mamans. C'est donc avec fierté que je prends la parole au nom du gouvernement pour saluer cette initiative qui répond aux objectifs du gouvernement, qui a placé la promotion du genre au

de presse a également connu la présence de Coumba Dieng Sow, Coordinatrice résidente des Nations Unies au Togo et de plusieurs artistes nationaux comme internationaux.

Caleb AKPONOU

Conseil / Blague

Si vous défendez toujours l'erreur de vos enfants, soyez sûr qu'un jour vous embaucherez un avocat pour défendre leurs crimes, car la discipline n'est pas égales à la maltraitance de ceux ci.

J'étais dans un cafétéria, à 19h30, quand j'ai réalisé qu'il fallait désespérément que je pète. La musique étant très forte, je me suis dit qu'il fallait en profiter pour me rendre à l'aise, alors j'ai synchronisé mes pets aux sons de la musique. Après deux chansons je commençais à me sentir mieux, et je dégageais des vrais bolides. Tout en finissant mon plat de spaghetti j'ai remarqué que tout le monde me regardait ; je m'en foutais. C'est à ce moment que je me suis souvenu que j'écoutais la musique avec les écouteurs dans les deux oreilles.... ... je ne savais où mettre mon visage....

Conseils du jour

L'important est d'être reconnaissant dans la VIE

- C'est quand tes parents ont de l'argent que tu penses que les autres sont des fainéants.
- C'est quand tu n'as jamais vécu l'épreuve de l'autre que tu penses qu'il exagère.
- C'est quand tu n'as jamais été abandonné que tu penses qu'ignorer l'un de tes proches n'est rien de grave.
- C'est quand tu n'as jamais échoué que tu penses que les autres manquent d'intelligence.
- C'est quand tu n'as jamais perdu un enfant que tu diras à l'autre << tu en feras d'autres >>
- C'est quand ce n'est pas ton parent, que poster un décès sur les réseaux sociaux est un jeu.
- C'est quand t'as jamais vécu la faim que tu penses que demander pour manger c'est de se rabaisser.
- C'est parce que tu n'as jamais été dans un foyer que tu penses que partir d'un seul coup est facile.
- C'est quand tu n'as jamais été sincère que tu penses que ceux qui pleurent par amour sont des faibles...

Photo du jour



Êtes-vous d'accord que c'est le souhait de bon nombre des femmes?

Le saviez-vous?

Une femme tombe amoureuse chaque jour quand son homme remplit son cœur d'affection, de caresses, de messages d'amour, de gestes d'appréciation et d'intérêt qui nourrissent son âme. Un homme sage apprend cela et le fait tous les jours, pour bénir la femme qu'il aime.

Journée internationale des droits des femmes

À la tête de Santé Intégrée au Togo, une femme Médecin togolaise

À l'occasion du 8 mars, l'ONG internationale met en lumière un leadership au féminin, enraciné dans les réalités du terrain.



Dr Dzamado Yawa Charlotte, Directrice Pays Santé Intégrée Togo.

En ce mois consacré aux droits des femmes, l'ONG internationale Santé Intégrée est fière de mettre en avant le visage de son leadership au Togo : celui de Dr Yawa Dzigbodi Charlotte Dzamado, médecin togolaise, épidémiologiste, et directrice pays de l'organisation depuis juillet 2025.

Pour une organisation dont plus de 95 % des agents de santé communautaires sont des femmes, et dont la mission est de servir les femmes et les enfants des communautés les plus éloignées, ce leadership n'est pas un symbole : c'est une cohérence.

« Diriger Santé Intégrée au Togo, c'est porter chaque jour la conviction que la santé de nos communautés n'est pas une faveur — c'est un droit. Et défendre ce droit, c'est notre mission » — Dr Yawa Dzigbodi Charlotte Dzamado

Un parcours construit sur l'expertise et l'engagement

Titulaire d'un doctorat en médecine de l'Université de Lomé et d'une maîtrise en épidémiologie de l'Institut régional de santé publique (IRSP) de Ouidah, au Bénin, Dr Dzamado compte plus de quinze ans d'expérience en soins cliniques, en santé publique et en renforcement des systèmes de santé. Elle a rejoint Santé Intégrée en 2021, occupant

successivement les postes de directrice des partenariats puis de directrice de l'assistance technique, avant de prendre la tête du bureau pays en juillet 2025. Ce renouveau de leadership s'inscrit dans un mouvement plus large au sein de l'organisation. Au niveau mondial, Mme Emily Bensen dirige Santé Intégrée depuis le 1er janvier 2026, succédant à

directeur pays, a fait valoir ses droits à la retraite après de nombreuses années de loyaux services.

Vingt ans aux côtés des communautés et du gouvernement togolais

Fondée en 2004, Santé Intégrée travaille en partenariat étroit avec le ministère de la Santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins. L'organisation se positionne comme un laboratoire d'apprentissage au service du gouvernement : elle teste des innovations avec les communautés, produit des données sur les coûts et l'impact, et transforme ces enseignements en politiques publiques que les autorités peuvent adopter et étendre.

Dans la région de Kara, son programme de Renforcement des Soins de Santé à base Communautaire déploie quatre composantes simultanées : des agents de santé communautaires formés, équipés et

d'approvisionnement garantissant la disponibilité des médicaments essentiels.

Les résultats sont documentés : 214 735 personnes prises en charge directement, 97 % des accouchements en formation sanitaire, 90 % des cas de maladies infantiles traités dans les 24 heures. Au-delà de son intervention directe, Santé Intégrée appuie techniquement des programmes gouvernementaux qui couvrent plus de 6 millions de personnes supplémentaires à travers le pays. Ce modèle a informé plusieurs réformes nationales et est reconnu internationalement, notamment par la revue Stanford Social Innovation Review, comme une voie prometteuse pour pérenniser les réformes en santé à grande échelle.

Inspirer la prochaine génération, lever les barrières ensemble

Le 8 mars n'est pas, pour Santé Intégrée,

peut rendre possible. Mais Santé Intégrée sait que le talent et la détermination ne suffisent pas toujours face aux barrières structurelles qui freinent encore trop de femmes dans leur trajectoire professionnelle. C'est pourquoi l'organisation s'engage à faire sa part : en continuant de créer des environnements où les femmes progressent, dirigent et inspirent à leur tour la génération suivante de leaders en santé communautaire au Togo et en Afrique de l'Ouest.

« Je suis médecin, je suis togolaise, et je dirige aujourd'hui une organisation internationale qui œuvre chaque jour pour que chaque femme, chaque enfant puisse accéder à des soins de qualité. Ce poste, je ne le vis pas comme une arrivée, je le vis comme une responsabilité et comme un message. Un message à toutes les femmes et les filles de ce pays : vos ambitions ont leur place,



Visite de terrain de la Directrice Pays Togo. Ici, au centre de santé de Naware (Dankpen).

la co-fondatrice Jennifer Schechter qui, après vingt ans à la tête de l'organisation, a rejoint le conseil d'administration, un geste de bonne gouvernance qu'elle a elle-même décrit comme une transition naturelle pour une organisation en bonne santé. Au Togo, M. Christophe Sesso Gbéléou, co-fondateur et ancien

rémunérés assurent le suivi à domicile des femmes enceintes et des enfants ; un mentorat clinique renforce les compétences des soignants dans les centres de santé publics ; la suppression des frais lève la principale barrière financière pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans ; enfin, le renforcement de la chaîne

un événement de communication. C'est un moment de réaffirmation : les femmes sont au cœur de la mission — comme patientes, comme agents de santé communautaires, comme cadres et comme dirigeantes.

Le parcours de Dr Dzamado illustre ce que l'engagement collectif

votre place existe. Les barrières sont réelles, mais elles ne sont pas définitives. Santé Intégrée s'engage à les faire tomber, une par une, pour que la prochaine génération n'ait pas à se battre seule. » — Dr Yawa Dzigbodi Charlotte Dzamado, Directrice Pays, Santé Intégrée Togo.

Diversité bactérienne intestinale

Lorsqu'elle est forte, elle est associée à une plus grande longévité

La science a depuis longtemps confirmé qu'un microbiote sain et diversifié est essentiel au bien-être général, car il influence tout, de l'humeur au métabolisme, en passant par le cerveau.

Les personnes présentant une faible diversité bactérienne intestinale sont plus sujettes aux troubles du sommeil, à une santé intestinale plus fragile et à une inflammation accrue, tandis qu'une forte diversité est même associée à une plus grande longévité. « C'est tout un écosystème. C'est comme

De plus, ils sont extrêmement répandus. Une analyse a révélé que 6 640 produits alimentaires différents vendus dans les supermarchés britanniques contiennent des émulsifiants, soit environ la moitié des produits analysés. « Des études suggèrent que ces additifs pourraient avoir un impact négatif sur notre microbiome intestinal ». Ces aliments sont souvent très importés vers le continent africain. Certains de ces aliments sont de plus en plus produits en Afrique.

effets indésirables et la santé humaine. Une étude française menée en 2024 auprès de plus de 100 000 adultes a révélé que les personnes davantage exposées aux émulsifiants présentaient un risque accru de diabète de type 2. Une autre étude, portant sur plus de 90 000 adultes, a mis en évidence un lien potentiel entre les émulsifiants et les cancers du sein et de la prostate.

Parallèlement à ces corrélations, Chassaing et ses collègues, grâce à l'analyse d'échantillons intestinaux, ont également démontré, lors d'un essai clinique de petite envergure mené chez l'humain, que la consommation d'un émulsifiant couramment utilisé comme épaississant alimentaire par des individus sains perturbait le microbiote intestinal et réduisait la quantité de bactéries bénéfiques.

Kevin Whelan, professeur de diététique au King's College de Londres, et Chassaing ont récemment collaboré à un essai clinique auprès de personnes atteintes de la maladie de Crohn. Cet essai a révélé que les personnes suivant un régime alimentaire pauvre en émulsifiants avaient trois fois plus de chances de voir leurs symptômes s'atténuer que celles qui consommaient régulièrement des émulsifiants.

« Leur effet direct sur le microbiome n'avait jamais été testé auparavant ». Malgré les inquiétudes sanitaires liées à leur utilisation, aucune recommandation publique n'indique s'il convient d'éviter les émulsifiants. L'une des raisons est la multitude d'additifs présents dans l'alimentation : les scientifiques ignorent combien sont toxiques et si c'est leur combinaison qui est nocive.

Il semble que ces émulsifiants que l'on consomme aient tous été approuvés par l'industrie agroalimentaire. « Ils sont testés uniquement quant à leur toxicité ou leur capacité à induire des dommages à l'ADN. Et sur ces deux points, ils sont parfaitement sûrs. Mais leur effet direct sur le microbiome n'a jamais été testé auparavant ».

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) précise : « dans l'Union

européenne, tous les additifs alimentaires sont identifiés par un numéro E et leur innocuité est évaluée avant leur autorisation de mise sur le marché ». De même, aux États-Unis, la Food and drug administration (FDA) stipule qu'« un additif alimentaire doit être autorisé par la FDA avant de pouvoir être utilisé dans les aliments commercialisés ».

Cela dit, il peut indéniablement y avoir des effets cumulatifs. L'interaction entre ces substances chimiques et nutriments est appelée "effet cocktail" ; or, compte tenu du grand nombre de combinaisons possibles, il est difficile d'isoler l'effet d'un additif de celui d'un autre. Des études récentes sur des cellules humaines en laboratoire suggèrent que les effets combinés de plusieurs additifs couramment consommés sont liés à une augmentation des dommages cellulaires.

Par ailleurs, une étude récente a montré que le mode de transformation des aliments pourrait également avoir une incidence sur la santé intestinale, au-delà de leur seule teneur en nutriments. Dans un essai

transformés, composé d'aliments frais et peu transformés.

Bien que les deux groupes aient connu une perte de poids similaire, la composition de leur microbiote intestinal différait considérablement. Le groupe suivant le régime pauvre en aliments ultra-transformés présentait un microbiote intestinal plus diversifié, tandis que celui du groupe suivant le régime riche en aliments ultra-transformés présentait une diversité moindre, ainsi qu'une constipation plus fréquente. Les participants dont la diversité intestinale avait diminué rapportaient également une diminution des ballonnements et des douleurs abdominales.

Bien que l'équipe n'ait pas pu déterminer la cause exacte de ce phénomène, l'étude de Lane suggère que cela pourrait être dû à la différence de types de fibres consommées. « Un régime riche en aliments ultra-transformés contenait des mélanges d'additifs et de très faibles quantités d'ingrédients peu transformés, tandis qu'un régime pauvre en aliments ultra-transformés comportait de nombreux types de fibres provenant d'aliments



La diversité microbienne intestinale vue au microscope (Crédit photo : <https://www.gutmicrobiotaforhealth.com>)

un organe supplémentaire dans notre corps ». Or, certains aliments que l'on consomme couramment pourraient nuire à cet écosystème, d'après certaines études. Les aliments ultra-transformés (AUT), en particulier, peuvent perturber et altérer le microbiote intestinal. Et l'une des raisons est de plus en plus souvent attribuée aux nombreux additifs présents dans l'alimentation. Quel est au juste l'impact de ces additifs sur l'intestin ?

Pourquoi est-ce préoccupant ? Des études suggèrent que ces additifs pourraient perturber le microbiote intestinal et seraient liés aux maladies inflammatoires de l'intestin, au syndrome de l'intestin irritable et au cancer colorectal. Des recherches menées sur des animaux et des humains semblent établir un lien direct entre les émulsifiants et les problèmes de santé.

Démonstration de la façon dont le microbiome est affecté

Dans une étude menée sur des souris par Benoît Chassaing à l'Institut Pasteur de Paris, de faibles doses de deux émulsifiants couramment utilisés ont provoqué une migration des bactéries intestinales plus près de la paroi intestinale, induisant une inflammation et des signes de maladie. Les souris déjà sujettes aux troubles intestinaux ont présenté une inflammation plus sévère.

Normalement, le microbiote intestinal est maintenu à distance de la paroi intestinale par une couche de mucus qui tapisse l'intestin et contribue à prévenir l'inflammation. C'est lorsque les bactéries pénètrent dans cette couche protectrice de mucus que peuvent se déclencher des maladies inflammatoires chroniques. Des études corrélationnelles ultérieures ont également établi un lien entre les



Voici des aliments ultra transformés dont la consommation excessive nuit gravement à la santé intestinale et générale (Crédit photo : <https://france-assos-sante.org>)

contrôlé randomisé, Lane et ses collègues ont constaté qu'une alimentation riche en aliments ultra-transformés entraînait une diminution de la diversité du microbiote intestinal. L'équipe a comparé deux groupes pendant trois semaines ; les deux groupes suivaient un régime hypocalorique, dont les apports nutritionnels étaient comparables.

Point crucial : un groupe consommait un régime composé principalement de substituts de repas ultra-transformés, tels que des boissons protéinées, des soupes et des barres, tandis que l'autre suivait un régime pauvre en aliments ultra-

complets et beaucoup moins d'additifs ».

Un autre point important à considérer est que de nombreux produits ultra-transformés sont pauvres en nutriments essentiels, ce qui peut également affecter la flore intestinale. L'on sait déjà qu'une alimentation riche en fibres et en polyphénols nourrit le microbiote intestinal, et les polyphénols sont reconnus pour leurs propriétés anti-inflammatoires.

Experte : Sarah Berry, professeure de nutrition au King's College de Londres

TKB/26

TKB/26

PREMIER ORIGINAL

SIGNIFICATION DE JUGEMENT

N°0129/2025/CIV DU 24 JANVIER 2025 RENDU PAR LE TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE LOMÉ

L'an deux mil vingt-six

Et le 25 mars à 09 heures 10 minutes

A la requête de madame MAMADOU AMADOU Rabiatou, directrice de société, demeurant et domiciliée à Lomé;

Assistée de Maître Paul Damitart LARE, Avocat à la Cour, 71, Boulevard des Armées (face Ets ECHO 2000), 14 BP 137, Tél:22 20 47 47/93 30 04 83 E-mail : cabinetdamitartlare@gmail.com;

J'ai : Me Kokou Michel KLUTSE, Huissier de Justice Près la Cour d'Appel de Grande Instance de Lomé, Rue VANLAÏE N° 111, Ivokouakpoe Tél: 22 21 27 56 Cell: 80 85 70 89 Soussigné

Signifié et en tête des présentes, laissé à :

-Monsieur NWAGWU Gift Chiemeka, commerçant, ayant pour domicile conjugal Lomé, où étant et parlant à :

-Copie du jugement n° 0129/2025/CIV, rendu le 24 janvier 2025 par le Tribunal de Grande Instance de Lomé dont la teneur suit :

« ... EN LA FORME

Reçoit la requérante en son action régulière ;

AU FOND

Vu l'ordonnance de non conciliation n°185/24 du 05 septembre 2024 ;

Prononce, sans répartition de torts, la dissolution du mariage célébré au centre d'état civil de Lomé ville, le 15 mars 2014 entre NWAGWU Gift Chiemeka, né le 16 avril 1978 à Imo(R/Nigéria) et dame MAMADOU AMADOU Rabiatou, née le 15 juin 1985 à Zongo(P/Golfe) ;

Confie la garde des trois enfants mineurs issus du couple nommés NWAGWU Chukwuemeka Victory, né le 27 novembre 2009, NWAGWU Success Onyinyechi, née le 23 août 2011 et NWAGWU Breakthrough Glory Akuchi, né le 16 août 2017,

TKB/26

âgés respectivement de 15, 11 et 07 ans à leur mère et accorde au père un large droit de visite et d'hébergement dont les modalités de mise en œuvre seront déterminées d'accord partie entre les parents ;

Ordonne la transcription du dispositif du présent jugement sur les registres du centre d'état civil de Lomé ville, lieu de la célébration du mariage, ainsi que sa mention en marge de l'acte de mariage et de l'acte de naissance de chacun des époux ;

Met les dépens à la charge des parties » ;

Lui rappelant qu'il dispose d'un délai d'un mois à compter de la présente signification conformément aux dispositions de l'article 195 du code de procédure civile, s'il désire, interjeter appel dudit jugement par-devant la Cour d'Appel de Lomé, au moyen d'un acte d'Huissier suivi d'une requête d'appel contenant les moyens de faits et de droit ;

La présente signification est faite à toutes fins utiles que de droit ;

Sous toutes réserves

Et pour qu'il ne l'ignore, je lui ai sur le champ remis copie du jugement sus-énoncé, ainsi que celle du présent exploit dont le coût est de : F CFA ;

L'HUISSIER

ORDONNANCE N° 2618 / 2024

Nous ADJEODA Atchou, Président du Tribunal de Grande Instance de Lomé ;

Vu la requête qui précède, les motifs y exposés et les pièces jointes ;

Vu les dispositions des articles 58 et 195 du code de procédure civile ;

- Autorisons Maître Kokou Michel KLUTSE, Huissier de Justice à Lomé, à procéder à l'insertion de tous les actes de procédure relative à la signification d'ordonnance N° 0185/ 2024 du 05 septembre 2024 avec assignation contre le sieur NWAGWU Gift Chiemeka dans le journal TOGOMATIN

Disons qu'il nous en sera référé en cas de difficultés.

Fait en notre Cabinet à Lomé, le 27 mars 2025

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL

ADJEODA Atchou

3



La **BANQUE** à **PORTÉE** de **MAIN.**



- ✓ SÉCURISÉ ET ACCESSIBLE
- ✓ ACCÈS À UN SERVICE CLIENT DÉDIÉ



Disponible gratuitement sur



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>

